

François Duprat, le nationaliste-révolutionnaire

LE MONDE MAGAZINE | 08.07.11 | 16h55 • Mis à jour le 21.07.11 | 12h15



Nous sommes le 18 mars 1978. Claude François est mort depuis une semaine et l'Amoco Cadiz vient d'inonder les côtes bretonnes de pétrole. Ce samedi est la veille du second tour des élections législatives. La gauche, dit-on, peut les remporter.

Sur les hauteurs du village du Trait, entre Rouen et Le Havre, le professeur d'histoire-géographie François Duprat s'apprête à rejoindre le collège Victor-Hugo de Caudebec-en-Caux pour faire cours. Son épouse a sorti la Citroën GS bleue du garage. Elle est au volant, il est trop myope pour conduire. Gascon au verbe rocailleux et au physique imposant, passionnément provocateur, possédant une aisance rhétorique exceptionnelle, François Duprat est le numéro deux d'un parti encore méconnu, le Front national.

Il a tenu tous les rôles à l'extrême droite : activiste, chroniqueur, théoricien et stratège. Avec lui la politique tient autant de la commedia dell'arte que du film noir. A 8h40, sur la route départementale 982, sous un ciel bleu et sec, la bombe placée sous le siège du passager propulse la voiture à une trentaine de mètres. Des débris de l'automobile sont projetés alentour, des tracts frappés d'une croix celtique jonchent le sol. Duprat est déchiqueté sur le coup. Son épouse est grièvement blessée.

Informé de l'attentat, Jean-Marie Le Pen s'est précipité au siège du parti. Aux jeunes militants présents, il lance : *"Vous voyez, mes petits, quand je vous disais que la politique n'est pas un jeu..."* François Duprat était atypique, résolument atypique. Né en 1940 dans une famille de gauche – son père, ancien résistant, est sympathisant communiste –, il a pourtant rejoint en 1958 le mouvement néofasciste Jeune nation. Un petit groupe violent qui constitue des stocks d'armes. Son chef, Pierre Sidos, fils d'un collaborateur fusillé à la Libération, réclame la *"séparation de la synagogue et de l'Etat"*.

Toute sa vie, Duprat racontera avoir d'abord été trotskiste, de tendance *"lambertiste"*. Il s'agit en fait du penchant de son frère aîné. *"Il aimait entretenir le mystère, il savait très bien que des rumeurs courraient sur lui et faisaient de lui un gauchiste plus ou moins traître, mais cela accroissait son aura"*, se remémore son ancienne camarade Catherine Barnay. Duprat connaît effectivement la mouvance gauchiste, ses idées et ses méthodes. Il lui a consacré plusieurs ouvrages.

Lorsqu'en 1975, il réfléchit à la stratégie syndicale que pourrait développer l'extrême droite, il s'inspire des tactiques d'infiltration dans les syndicats des lambertistes, dont il a souvent vanté la discipline et l'usage de la violence. Il vend même ses analyses sur ces milieux aux Renseignements généraux. Il entretient aussi des contacts avec la police judiciaire et les services d'espionnage. Ce sont des relations complexes : Duprat est moins une *"balance"* qu'un consultant extérieur, il informe mais conserve son autonomie.

C'est une figure du Quartier latin dans les années 1960. Pour rire, il traite ses camarades de *"vermines fascistes"* ou de *"rats visqueux"*... Il porte l'imperméable kaki des dirigeants d'Occident, Alain Madelin, Alain Robert, Patrick Devedjian, Hervé Novelli, Xavier Raufer, qui feront de belles carrières par la suite. En 1967, ses liens avec les RG lui valent pourtant

d'être exclu du groupe.

"UN FASCISME SOURIANT"

En 1969, on le retrouve à Ordre nouveau, dont il est la tête pensante. Ce mouvement néofasciste est le plus important qu'ait jamais connu la France, avec environ 1 500 membres. Il mêle actions violentes antigauchistes et participation aux élections. Au congrès de 1972, François Duprat rédige un rapport préconisant la création d'une structure parallèle réutilisant la vieille idée de "*compromis nationaliste*" mise en place pour la création d'un "*front national*" en 1934 : unir toutes les extrêmes droites.

Il prône la participation aux mouvements sociaux pour montrer que l'extrême droite est du côté du peuple et l'engagement dans la "*course au pouvoir*" par les élections en renonçant à la tentation putschiste. Les néofascistes du Mouvement social italien (MSI) ont obtenu en 1970 des succès sur cette ligne. Ordre nouveau récupère même sur ses affiches la flamme du parti transalpin, en la mettant aux couleurs françaises, et une note interne demande aux militants de pratiquer... "*un fascisme souriant*".

Mais comment donner vie à ce Front national ? Les groupuscules activistes refusent d'y adhérer et les personnalités contactées pour en devenir la vitrine déclinent l'offre. Ordre nouveau est en contact avec Jean-Marie Le Pen depuis décembre 1971. L'ex-député poujadiste et para en Algérie est une légende à l'extrême droite. Il a déclaré que le FN n'aurait de sens que "*si la rigueur des principes demeurerait intacte*" mais qu'en aucun cas il ne serait l'otage des radicaux. Si Duprat apprécie le talent oratoire de Le Pen, il le trouve un peu saltimbanque.



Le 5 octobre 1972, une réunion houleuse va quand même accoucher d'un FN avec trois coprésidents : Le Pen, François Brigneau (ex-milicien représentant Ordre nouveau) et Guy Ribeaud, un proche de l'ancien résistant Georges Bidault, qui claquera la porte au bout d'une semaine. François Duprat et Jean-Marie Le Pen se retrouvent donc côte à côte dans ce Front naissant.

Pas pour longtemps. En février 1973, *Le Canard enchaîné* révèle que, pour préparer les élections municipales, François Duprat s'est rendu à l'hôtel Matignon pour négocier avec les gaullistes. Jean-Marie Le Pen dément. Mais, soupçonné par ses camarades de chercher à saborder les élections pour le compte d'une droite qui craint la victoire de la gauche, Duprat est exclu d'Ordre nouveau comme du FN. Le scrutin est un désastre. Ordre nouveau cherche à se renforcer par d'autres moyens et organise un meeting le 21 juin au Palais de la Mutualité, à Paris, sur le thème provocateur : "*Halte à l'immigration sauvage !*"

Deux mille gauchistes menés par la Ligue communiste prétendent empêcher la réunion par la force. Les heurts sont sévères avec la police, qui tente d'éviter l'affrontement direct entre gauchistes et fascistes, mais le meeting est tenu. Au matin, on dénombre 76 policiers blessés. Le gouvernement réagit par la dissolution d'Ordre nouveau et de la Ligue communiste.

Quant à Duprat, qui a toujours dénoncé les thèses biologiques et racistes, déclarant que le Front national est mort-né, il fait cette année-là un aller-retour au Nouvel ordre européen, une internationale néonazie. Jean-Marie Le Pen, malgré les protestations de ses amis, décide de réintégrer Duprat dans le parti et lui confie d'abord sa presse. Il n'a pas le titre de numéro deux mais Jean-Marie Le Pen, l'évoquant en 2011, le qualifie de "*vice-président*". Chose rare, Le Pen est impressionné par sa personnalité et, fait unique dans l'histoire des "numéros deux" du FN, plie parfois face à lui.

A cette époque, Duprat fédère autour de lui les radicaux du FN, tels les anciens Waffen SS Pierre Bousquet et Jean Castrillo. Pour ce dernier, au congrès de 1976, "*c'était Duprat qui menait la danse*". Un tiers des candidats aux législatives de 1978 sont ses affidés. Selon le cadre dirigeant Franck Timmermans, "*Le Pen avait une grande admiration pour ce jeune professeur qu'il découvrait et qui était une mine d'informations et d'explications*".

SUR LE TERRAIN SOCIAL

En matière électorale, fidèle à ses méthodes, Duprat cherche à vendre au plus offrant les consignes de vote pour le second tour. Il sait d'autant mieux que l'argent n'a pas d'odeur qu'il a travaillé avec le Redressement économique. Cette officine dirigée par d'ex-collaborationnistes est présidée par un ancien haut fonctionnaire de Vichy, Etienne Michel, qui s'occupe du lobbying de groupes industriels et du financement politique, surtout pour la gauche non-communiste, un peu pour l'extrême droite.

Duprat ne fait pas mystère de ces opérations et laisse courir les rumeurs qui lui attribuent à tort un enrichissement personnel. Estimant que, pour être crédible, le FN doit avoir des notables provinciaux, il organise le secteur normand pour en faire une vitrine. Les jeunes fidèles qui l'entourent se surnomment ses "*mousquetaires*". Son véhicule, une GS, lui apporte son propre surnom : "Guide Suprême". Duprat fait des allers-retours à Paris pour participer aux réunions de direction du Front, arrivant en avance pour rencontrer son agent traitant des Renseignements généraux.

A partir de 1976, Duprat tente de fédérer la kyrielle de groupuscules néofascistes et néonazis au sein de ses Groupes nationalistes-révolutionnaires (GNR), à la lisière du FN. L'ex-partisan de l'OAS est devenu un fervent défenseur des régimes égyptien et syrien. Il a créé deux associations antisionistes et entretient des contacts avec les bureaux parisiens de la Ligue arabe. Ses GNR sont l'avant-garde d'un "mouvement de libération nationale" car, selon lui, la France comme la Palestine seraient occupées par les sionistes. Le "*mensonge des six millions de morts*" de la Shoah serait le biais permettant la culpabilisation et la soumission des peuples. Duprat est le premier à mettre en place une telle propagande négationniste.

Dans le même temps, il veut un Front national "*attrape-tout*" : les tracts mélangent allègrement libéralisme débridé et ouvriérisme. Il réussit à imposer un thème et un slogan : "*Un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés en trop.*" Dans une note interne aux sections, il demande "*la suppression immédiate de tout tract FN à connotation raciste*". Il est convaincu que, sur le terrain social, le thème de la lutte contre l'immigration séduira les classes populaires parce que la désindustrialisation et le chômage croissant ont démonétisé les référents communistes. François Duprat parie, en visionnaire, que les partis traditionnels de droite rejoindront le FN sur ce thème mais que "*l'électeur préférera toujours l'original à la copie*", selon la formule que Jean-Marie Le Pen rendra fameuse.

SULFUREUX MARTYR



Dans le même temps, Duprat explique à ses militants des GNR qu'ils doivent être au FN ce que les SA furent au parti nazi, car sans ce mélange entre violence révolutionnaire et stratégie électorale, jamais le III^e Reich n'eût éclos. Pariant sur une victoire de la gauche aux législatives de 1978, il imagine un scénario : grâce aux provocations gauchistes et néofascistes, le pays plongera dans le chaos. S'appuyant sur ses amis dans les forces armées, le nationalisme prendra le pouvoir. Toujours ambigu, Duprat condamne cependant les attentats d'extrême droite et déclare qu'en cas de victoire de la gauche, son camp se rangera auprès des "néogaullistes". Les temps sont troubles, nourrissant les fantasmes.

En 1977, Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur proche du président Giscard d'Estaing, promet à la gauche une salve d'attentats si elle gagne. Selon un manuscrit jamais publié auquel travaille Duprat lorsqu'il meurt, l'une des principales éminences patronales aurait organisé un possible coup de force, avec des factions militaires et des civils nationalistes, devant placer Poniatowski au pouvoir... Aux législatives de 1978, dans sa circonscription, Duprat n'engrange que 0,7 % des voix. Le FN fait en moyenne 0,8 %. Jean-Marie Le Pen culmine à 3,9 % des suffrages. Le 18 mars, la grande majorité des citoyens ne sait pas qui est l'homme qui vient d'exploser avec sa voiture, ni ce qu'est ce Front national.

A l'extrême droite, toutes les rumeurs circulent après l'attentat contre Duprat. L'hommage que publie le journal du FN attribue le crime à ceux qui auraient voulu faire taire le négationniste. Mais le Front désigne aussi son concurrent, le Parti des forces nouvelles formé par des anciens d'Ordre nouveau. Puis l'extrême gauche est pointée du doigt.

En fait, au sein de l'extrême droite, les hypothèses les plus folles courent. Aurait-il été éliminé à la demande d'anciens du milieu qu'il aurait fait chanter ? Pour ses doubles jeux avec les services ? Pour avoir pris langue avec le Mossad dans la

traque des criminels nazis ? Afin de faire peur à l'électorat de droite et le mobiliser ? A cause de ce livre sur l'argent et la politique qu'il s'apprêtait à publier ? Le non-lieu prononcé en 1982 clôt la recherche de la vérité judiciaire. Au FN, une deuxième période s'annonce : les fidèles de François Duprat vont être rapidement épurés par Jean-Pierre Stirbois, l'homme qui monte. Et le sulfureux Duprat devient un martyr désincarné à qui Jean-Marie Le Pen rend hommage tous les ans.

Joseph Beauregard et Nicolas Lebourg

Article paru dans l'édition du 09.07.11

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact |

Journal d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'**actualité**. Découvrez chaque jour toute l'**info** en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.

Les numéros deux du Front national (2/4) : Jean-Pierre Stirbois, l'apparatchik

LE MONDE MAGAZINE | 15.07.11 | 17h36 • Mis à jour le 21.07.11 | 12h16



Au soir du 11 septembre 1983, la tension ne cesse de monter sur la place de la mairie de Dreux, dans l'Eure-et-Loir. La soirée du second tour de l'élection municipale partielle est animée. La foule scande : *"Stirbois, fasciste et assassin !"*, *"Stirbois, salaud, le peuple aura ta peau !"*. La liste qui a remporté la victoire compte des chiraquiens, des centristes et des frontistes, dont le numéro deux du Front national, Jean-Pierre Stirbois.

Une semaine auparavant, ce dernier avait bousculé l'échiquier politique avec le *"coup de tonnerre de Dreux"* : sa liste obtenait près de 17 % des voix au premier tour et il allait réussir l'exploit – obliger les droites à fusionner avec le FN. L'homme de cette victoire historique qui fait connaître le Front national aux Français est l'inverse de Jean-Marie Le Pen. L'un est austère, l'autre brillant, l'un est un tribun, l'autre un apparatchik.

Jean-Pierre Stirbois est un fils d'ouvrier né en 1945. Adolescent, il est proche de l'OAS-Métro-Jeunes. En 1965, il participe à la campagne présidentielle du candidat d'extrême droite Jean-Louis Tixier-Vignancour, dont Jean-Marie Le Pen est l'animateur. Stirbois y rencontre à cette occasion une militante prénommée Marie-France, qui va partager sa vie affective et politique.

La déroute électorale qui suivra va provoquer une lutte fratricide entre Tixier et Le Pen. Stirbois choisit le premier puis s'en va participer au lancement du Mouvement jeune révolution. *"Solidariste"*, ce groupe réunit des anciens de l'OAS-Métro-Jeunes, leur idole est le capitaine Pierre Sergent. Au retour de son service militaire en 1969, Stirbois prend en charge le secrétariat national. *"C'est là que vont se former le style et les méthodes d'organisation du futur numéro deux du FN"*, estime l'historien Jonathan Preda.

Stirbois veut construire une élite révolutionnaire apte à l'action clandestine. Il est lié avec Aginter Press, une officine portugaise de contre-subversion très impliquée dans les actions terroristes qui frappent l'Italie. La découverte dans sa cave d'armes et de matériel destiné à la production d'explosifs lui vaut d'ailleurs un an de prison avec sursis en 1971. L'organisation vit alors des crises successives. En 1975, Stirbois renomme son noyau de fidèles l'Union solidariste et fonde une imprimerie. Dix ans plus tard, elle tournera à 90 % pour le FN.

Un drame va précipiter le rapprochement de Stirbois avec Le Pen. Lors de la venue à Paris, en 1977, du chef de l'Etat soviétique Leonid Brejnev, le militant solidariste Alain Escoffier s'immole par le feu. L'ensemble de l'extrême droite est en deuil. Le 23 février 1977, à la messe funèbre, tous les groupes d'extrême droite font corps. Sur le parvis de l'église, Jean-Marie Le Pen et Jean-Pierre Stirbois discutent. Ils se reverront et l'Union solidariste adhérera en bloc au FN.

FORMULES CHOCS

Dix ans après, Stirbois se souvient clairement de ses débuts auprès de Jean-Marie Le Pen : *"Je m'imaginai que le Front national était une organisation puissante, mais découvris vite que s'il y avait un chef, des idées et quelques bonnes volontés, il manquait de structures et de militants encadrés..."* Le couple Stirbois décide de s'implanter à Dreux en 1978 et commence à quadriller les quartiers populaires. Un élu local aura ce mot : *"C'est curieux que Stirbois soit au Front national, il a l'air normal"*. Le solidariste se lance dans une OPA sur le Front. La tension monte avec la tendance nationaliste-révolutionnaire de François Duprat qui a perdu son chef assassiné dans un attentat à la voiture piégée en 1978 (lire Le Monde Magazine du 9 juillet).

Stirbois est pro-israélien et récuse toute connotation fascisante qui, à son sens, freine le développement du FN. Ses adversaires l'accusent d'être un *"agent sioniste"*, son vrai nom serait *"Stirnbaum"*. Il crie à la provocation, traite ses détracteurs de *"nazillons"* et applique la formule de Lénine : *"Le parti se renforce en s'épurant"...* En deux ans, les radicaux sont liquidés. Après avoir pris la direction du comité de soutien à la candidature Le Pen pour la présidentielle de 1981, en vain car le nombre de signatures ne sera pas atteint, il récupère le secrétariat général. Travailleur acharné, il veut édifier un véritable appareil maillant la France entière et s'initie aux formules chocs, lançant en 1982 un tonitruant : *"Immigrés d'au-delà de la Méditerranée, retournez à vos gourbis !"*



Dans une France qui est passée du *"changer la vie"* de François Mitterrand à la *"rigueur"* de Jacques Delors, dans une ville de Dreux où un habitant sur cinq est un immigré, un sur dix chômeur, Stirbois obtient un premier succès aux cantonales de 1982 (12,6 %) qui lui permet d'aboutir à une union RPR-FN aux municipales de 1983. Son slogan est sans ambiguïté : *"Inverser le flux de l'immigration à Dreux"*. La gauche gagne mais l'élection est annulée. On doit revoter en septembre. Le couple Stirbois se lance cette fois sous la seule bannière du Front. Tout l'été, ils vont à la rencontre des Drouais. Des Parisiens viennent les aider, mais pas Jean-Marie Le Pen : il est en vacances. En septembre, c'est le *"coup de tonnerre"* qui donne des ailes à Stirbois. Certains frontistes pensent qu'il est temps de changer de chef.

Reste que le succès apporte de nouvelles difficultés. Des transfuges des droites rejoignent le FN, mais leur culture politique a peu à voir avec celle des *"historiques"*. Le ton monte. Persuadé que le vivier naturel de l'électorat frontiste se situe dans les milieux populaires, Stirbois craint l'embourgeoisement et redoute que la droite veuille détruire son parti de l'intérieur. Main de fer dans un gant d'acier, il provoque des scissions, menace les déviants, constitue des dossiers sur les cadres. En 1986, grâce à une modification de la loi électorale, le FN entre à l'Assemblée avec 35 députés, élus sur des listes de *"rassemblement national"* alliant FN et divers droite.

BRAS DESSUS BRAS DESSOUS

L'image de Stirbois évolue. Celui qui avait purgé les radicaux est perçu comme leur chef de file. Il est en permanence suspecté de préparer un putsch ou une scission. Aux journées parlementaires frontistes de 1987, Stirbois et Le Pen arrivent bras dessus bras dessous, afin de démentir le conflit. Les journalistes interrogent le président du Front sur son avenir. *"Faites très attention de vouloir dépouiller l'ours pendant qu'il est encore vivant, rétorque Jean-Marie Le Pen. Il peut encore très bien vous enlever la tête d'un coup de patte."* Pour contrer l'influence de son secrétaire général, Jean-Marie Le Pen fait monter Carl Lang et Bruno Mégret dans l'appareil. Dans la presse, Stirbois menace : *"Le FN était en 1983 une entreprise artisanale, il est devenu une PME et maintenant presque une grande surface. Si le chef d'entreprise fait preuve de mollesse, l'affaire périlitera. Je suis sans mollesse."*

Cette idée d'un duel entre les deux têtes du parti n'est pas partagée par Lorrain de Saint-Affrique. Alors conseiller en communication de Le Pen, cet ex-giscardien est un ennemi de Stirbois. Il est aujourd'hui loin de l'extrême droite. Il considère qu'en aucun cas le numéro deux n'a voulu déstabiliser le chef : *"Il aurait pris une balle pour Le Pen"*. Conscient qu'il a les qualités d'un apparatchik et non d'un leader populiste, Jean-Pierre Stirbois serait resté à sa place. En cas d'empêchement de Le Pen, il n'imaginait pas le remplacer mais aurait souhaité introniser Bruno Gollnisch, qui avait su prouver sa fidélité au parti après l'avoir rejoint en 1983. Par-delà certaines tensions, Stirbois confortait Le Pen dans sa position de patron assurant l'équilibre entre tous.

La base de la démarche de Stirbois est de faire subir à la droite une double pression. Par la droite : il s'agit de caricaturer ses thèmes (néolibéralisme, antifiscalisme, antimarxisme) pour démontrer qu'ils sont identiques à ceux de la gauche et poser le FN comme la *"vraie droite"*. Par la gauche : dès 1982, il affirme que seul le FN peut aller chercher des voix populaires, et donc assurer une alternance à la gauche. Il reprend comme un étendard le qualificatif de *"national-populiste"* apposé par les politistes au parti. Pour lui, *"ceux qui votent traditionnellement à gauche parce qu'ils s'imaginent depuis toujours que la gauche défend les travailleurs vont petit à petit comprendre que le mouvement qui défend le mieux les travailleurs français, c'est le Front national"*. La sociologie électorale va dans son sens : entre 1984 et 1988, la part des ouvriers votant FN est passée de 8 à 19 %.

"UN PARTI PUR ET DUR"



Pour les cantonales de 1985, Stirbois défend l'idée que le Front n'appelle pas à voter pour la droite au second tour. Il souhaite l'affaiblir afin de la contraindre à une alliance aux législatives à suivre. Le président du FN rêve d'être ministre de la défense du gouvernement de cohabitation, mais préfère la méthode douce. *"Stirbois a dit à Le Pen qu'il commettait une erreur, que seule une stratégie de rupture ferait plier le RPR et l'UDF"*, relate son camarade Jean-François Touzé. Le débat reste en suspens. Il se repose au lendemain du premier tour de la présidentielle de 1988 où Le Pen a obtenu 14 % des voix. Depuis un an, Stirbois plaide pour que le Front fasse voter Mitterrand. Au bureau politique, Le Pen dit qu'*"il faut faire voter Chirac"*. Stirbois rétorque sèchement : *"Pourquoi ?"*. Finalement, Le Pen prône l'abstention ou le vote Chirac mais son second glisse un bulletin François Mitterrand dans l'urne.

Stirbois se lance ensuite à corps perdu dans la campagne pour le *"non"* au référendum sur le statut de la Nouvelle-Calédonie. Le soir du 5 novembre 1988, il tient meeting à Dreux. Dans une référence lourde de sens, un clin d'œil à Pierre Sergent, ancien chef de l'OAS-Métro qui a été élu député FN de Perpignan, il se déclare prêt à retourner en Nouvelle-Calédonie *"mettre sa peau au bout de ses idées"*. Après avoir ainsi menacé la France d'une nouvelle OAS, il reprend la route dans sa Golf GTI et percute un arbre. Le maître d'œuvre de la deuxième période du FN meurt sur le coup.

L'émotion est intense au Front national, et la rumeur enfle : Jean-Pierre Stirbois aurait été assassiné, comme François Duprat. Les amis du défunt se retrouvent à la Mutualité pour une soirée d'hommage. Roger Holeindre, vieux compagnon de Le Pen, salue celui qui *"a chassé du FN les incapables et les voyous [pour bâtir] un parti pur et dur"*.

Mais cette disparition va entraîner l'élimination de ses affidés. En 1990, son camarade Michel Schneider tente de renverser la vapeur en adressant un courrier aux principaux cadres de l'extrême droite. Son texte est une charge contre l'autoritarisme et la *"banalisation conservatrice"* de Jean-Marie Le Pen qui le mènerait vers la droite, et donc *"dans le cul-de-sac"*. Son objectif est de construire un courant national-populiste poussant Marie-France Stirbois. C'est un échec. Quand Bruno Mégret conquiert, via son épouse, la mairie de Vitrolles, il débaptise l'avenue Jean-Marie-Tjibaou (leader kanak assassiné) pour la renommer avenue Jean-Pierre-Stirbois. L'apparatchik disparu a intégré le rayon des symboles du parti frontiste.

Joseph Beaugard et Nicolas Lebourg

Article paru dans l'édition du 16.07.11

toute l'**info** en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.

Les numéros deux du Front national (3/4) : Bruno Mégret, le technocrate

LE MONDE MAGAZINE | 27.07.11 | 10h47 • Mis à jour le 31.07.11 | 20h45



Ce 11 décembre 1998, lors d'une réunion publique du Front national à Metz, Jean-Marie Le Pen, cravate et veste noire, lâche, cinglant : *"Ce qui me différencie de César, qu'approchait Brutus le couteau à la main et qui releva sa toge pour se couvrir la tête, c'est que, moi, je sors mon épée et je tue Brutus avant qu'il ne me tue !"* Une quarantaine de mégrétistes se lèvent alors et quittent la salle. Le président du FN se passe la langue sur les lèvres et engloutit un verre d'eau. Il vient de franchir le Rubicon en poussant son second à la scission. Le Pen avait averti quelques semaines plus tôt : *"Il n'y a qu'un seul numéro au FN, c'est le numéro un."*

Bruno Mégret n'a pas le profil habituel d'un cadre du FN. Il est né en 1949, d'un père énarque et centriste qui a fait carrière dans la haute fonction publique. Lui-même a intégré Polytechnique en 1969 avant de terminer ses études à l'université de Californie, centre de la contre-culture. Revenu en France, il intègre le commissariat au Plan. C'est autour d'un plateau-repas qu'il sympathise avec un collègue, Yvan Blot. Celui qui va devenir son mentor l'amène aux réunions du Club de l'Horloge, un cercle de hauts fonctionnaires aux idées radicales. *"Le Club est le côté néolibéral et occidentaliste de la nébuleuse de la Nouvelle Droite"*, explique le politologue Stéphane François (Université de Strasbourg). *Celle-ci veut faire revivre l'héritage indo-européen et préserver l'identité biologique et culturelle des groupes ethniques.* Les "horlogers" prennent leur carte dans les partis de droite. Bruno Mégret choisit le RPR, et Charles Pasqua la place au comité central en 1979.

RALLIEMENT

Le traumatisme de la victoire de la gauche en 1981 amène les droites à créer une noria de clubs afin de se lancer dans la bataille des idées. Pour Patrick Buisson, actuellement conseiller de Nicolas Sarkozy, ces structures doivent *"former, maillon après maillon, la chaîne de la résistance à l'emprise idéologique de l'Etat socialiste"*. Mégret quitte le RPR et lance ses Comités d'action républicaine en 1982. S'y retrouvent aussi bien des déçus de la droite que des radicaux. En 1983, il réunit une centaine d'associations dans une confédération des clubs. La même année est marquée par le succès à Dreux du secrétaire général du Front national, [Jean-Pierre Stirbois](#).

Cela n'impressionne pas Bruno Mégret, qui ne donne pas cher d'un FN qu'il décrit comme englué dans son passéisme et son amateurisme. Celui qui va le convaincre de s'y rallier s'appelle Jean-Yves Le Gallou. En 1985, cet énarque et membre de la direction du Parti républicain (UDF), comme du Club de l'Horloge, a été déçu par l'accueil fait à son livre *La Préférence nationale*. Il passe au FN, où son concept devient le mot d'ordre du parti. Avec Patrick Buisson, ils encouragent Mégret à faire le pas.

Il ne s'encarte pas, mais rallie avec ses clubs les listes du Rassemblement national présentées par le Front aux

législatives de 1986. A ceux que son ralliement étonne, Mégret répond invariablement : *"Mieux vaut être numéro deux au FN que numéro trente au RPR."* Aujourd'hui, il résume ainsi l'impression que lui a faite sa nouvelle famille politique : *"Un parti artisanal constitué de multiples chapelles issues de l'extrême droite et d'une masse de militants et de cadres nouveaux, venus pour beaucoup du RPR. Il n'existe pas de cohérence politique ni idéologique."* Il va tenter d'y mettre de l'ordre.

Au sein du groupe parlementaire frontiste, entre 1986 et 1988, le profil sociologique de Bruno Mégret fait croire qu'il est un modéré alors qu'il est déjà un des plus radicaux. Le notable catholique Olivier d'Ormesson, qui permit à Jean-Marie Le Pen de rencontrer le pape Jean Paul II, doit prendre en charge l'organisation de la campagne présidentielle. Mais il se retire après que Le Pen a qualifié de *"point de détail"* l'utilisation des chambres à gaz par les nazis. Bonne nouvelle pour Mégret que Le Pen nomme à la place vacante, pour contrer Stirbois.

En fait, Le Pen scinde en deux le poste de second : à Stirbois ce qui relève de l'appareil, au nouveau délégué général, Bruno Mégret, ce qui a trait à la doctrine et à la propagande. *"Le Pen éprouvait du mépris pour ceux qui se soumettaient à lui et il ne supportait pas ceux qui lui tenaient tête, se souvient aujourd'hui Bruno Mégret. Il ne me supportait pas mais ne me méprisait pas. Et de mon côté, il en allait de même à son égard."* Stirbois meurt en novembre 1988 dans un accident de voiture. Jean-Marie Le Pen enchaîne dès lors une décennie d'erreurs stratégiques. D'abord, il liquide les soutiens du défunt. Il n'a donc plus un clan à opposer à un autre.

CONFRONTATION

Pis : il conserve la structure duale, dans le but de gêner Bruno Mégret. Il nomme au secrétariat général Carl Lang puis Bruno Gollnisch, qui ne noyautent pas l'encadrement. Carl Lang se tient à dessein en retrait. Il est conscient que tout succès personnel d'un cadre annonce sa liquidation. Le système bicéphale ne pouvait fonctionner au profit du numéro un qu'avec deux "Brutus" en concurrence : rien ne s'oppose plus à la machine mégretiste. Pour Carl Lang, la campagne de 1988 a prouvé que Mégret était *"un remarquable chef d'état-major"* et que, n'eût été l'affaire du *"point de détail"*, Le Pen aurait pu arriver au second tour.



En somme, il s'inquiète plus de la fiabilité du chef que de celle du second... La voie est libre pour Bruno Mégret. Il place ses hommes, généralement issus de la Nouvelle Droite, à tous les postes-clés. L'effondrement du bloc de l'Est a rendu obsolète l'outillage idéologique anticommuniste de la vieille garde. Mégret avance son propre corpus intellectuel. Un mois après la chute du Mur, il lance la revue doctrinaire frontiste Identité. Il contrôle l'institut de formation des élus et militants. Il produit des listes de thèmes et de mots que ces derniers doivent aborder selon la profession de leur interlocuteur.

L'idéologie du FN se radicalise. Désormais, on met en avant l'opposition planétaire entre les partisans de *"l'identité"* et ceux du *"nouvel ordre mondial"*. Bruno Mégret cloue au pilori la *"volonté de déracinement ethnique, volonté de métissage culturel"* du *"système"* qui utiliserait l'immigration pour assurer une *"colonisation"*. Il lui oppose un Front national assimilé à la *"Résistance"*.

En 1991, il avance ses *"50 propositions sur l'immigration"*. Il propose, entre autres, une vague de dénaturalisation car *"l'identité française est liée au sang"*. Le gouvernement de Vichy est le seul à avoir eu une telle politique. Bruno Mégret sait bien que le thème est explosif, Jean-Pierre Stirbois avait dû à plusieurs reprises démentir des propos en ce sens. Pour être certaine que le scandale éclate, l'équipe mégretiste a pris soin de faxer le document aux associations antiracistes.

En revanche, le délégué général n'a pas averti Jean-Marie Le Pen. Les *"50 propositions"* sont un peu une réponse au *"point de détail"*. Comme le dit Lorrain de Saint-Affrique, alors conseiller en communication de Le Pen : *"Mégret venait de lui signifier qu'il n'avait plus le monopole du dérapage compétitif."* Le clou est enfoncé.

En 1993, Bruno Mégret chapeaute le programme frontiste pour qui *"un libre-échange sans frein détruit les économies nationales au seul profit de l'idéologie cosmopolite"*. Il s'agit moins de protester contre les effets sociaux de la

mondialisation que d'affirmer qu'elle constitue une destruction des nations et du patrimoine génétique de leurs peuples. Cela permet à Bruno Mégret d'enclencher un tournant dans un parti dont le chef se voulait le "Reagan français".

STRATÉGIE

La transfiguration du parti ne se fait pas sans heurts. En interne, Roger Holeindre, l'un des plus vieux compagnons de Le Pen, dénonce le risque de voir le FN se muer en "*parti nazi*". Devant la presse, Lorrain de Saint-Affrique condamne les pulsions nazifiantes de cadres mégrétistes. Il est exclu. Car si Jean-Marie Le Pen s'agace de l'empressement de son second à le pousser vers la sortie, il valide ses orientations.

Après 1995, le putsch idéologique est repérable en trois radicalisations du discours du président du FN, accordant son imprimatur à des thèses nettement plus radicales qu'antérieurement : la dénonciation d'un complot mondialiste dirigé contre les nations et les "*travailleurs*" par la "*fortune anonyme et vagabonde*"; l'affirmation de "*l'inégalité des races*" et enfin l'idée que la nationalité repose sur le sol, le sang et l'âme des peuples. Selon les principes de la Nouvelle Droite, la victoire idéologique entraîne la victoire politique. C'est là où le technocrate Mégret va découvrir que celui qu'il ne nomme plus guère que "*le Vieux*" reste un redoutable adversaire.

À l'été 1995, Bruno Mégret tire les conséquences de la présidentielle d'avril où Le Pen a obtenu 15 % des suffrages : la voie de la prise du pouvoir par le seul charisme du tribun ne peut fonctionner, il faut une stratégie "*à la base*". Elle commence avec les municipales. Pour conquérir la mairie de Vitrolles (Bouches-du-Rhône), une terre déjà labourée par Stirbois, Mégret fait venir des militants de toute la France.

Fleurissent sans discontinuer des associations locales dont l'activité se limite à placer dans les boîtes aux lettres le message de telle ou telle catégorie de Vitrollais appelant à voter Mégret. La ville est conquise de haute lutte. Lui, le stratège, l'idéologue, est enfin reconnu comme un homme de terrain. Dans la légende frontiste, la victoire de Vitrolles vient dépasser celle de Dreux en 1983. *L'Événement du jeudi* barre sa couverture d'un "*Cet homme est plus dangereux que Le Pen*".

Alors que le délégué général souhaite imposer une alliance aux droites, Le Pen veut favoriser la gauche. En 1995, il déclare que "*Chirac c'est Jospin en pire*". Les mégrétistes parlent de mettre fin à la "*dérive monégasque*" du FN. Au congrès de 1997, ils battent Marine Le Pen, qui n'est pas élue au comité central. Pour les régionales de 1998, ils parviennent à imposer leur stratégie. Le Pen prend soin d'aller sur la tombe du "*nationaliste-révolutionnaire*" [François Duprat](#) pour menacer : en aucun cas le parti ne doit trahir ses racines anti-système. Pendant ce temps, sur ses affiches, Mégret se présente comme "*National et Républicain*". Cinq régions sont gagnées par une alliance droite-FN. La dissension fait exploser la droite : les partisans de l'union quittent l'UDF pour former Démocratie libérale, qui intégrera ensuite l'UMP.



SCISSION

Le succès précipite l'affrontement : ne pouvant se présenter aux futures européennes, Le Pen évoque son épouse pour conduire la liste. Mégret n'apprécie pas la provocation et condamne publiquement l'idée. Pour régler le litige, les chefs s'enferment avec, en cas de besoin, leurs trois gardes du corps respectifs devant la porte. Le 4 décembre 1998, veille de conseil national, Jean-Yves Le Gallou lâche : "*La phase diplomatique est terminée, on passe à la phase militaire.*" Le lendemain, Jean-Marie Le Pen est hué, sifflé. La bourrasque fait éclater le FN.

Les scissionnistes créent un nouveau parti, d'abord baptisé Front national-Mouvement national, emportant derrière Mégret plus de la moitié des secrétaires départementaux et des conseillers régionaux. Les mégrétistes cultivent l'idée que la droite va empêcher Le Pen d'obtenir les 500 signatures pour la présidentielle, et qu'ils récupéreront le leadership à l'extrême droite tout en se liant aux droites. La compétition est finalement ouverte, le candidat Bruno Mégret tente de faire la différence avec un thème neuf : l'islam. Peine perdue, le 21 avril 2002, Le Pen est au second tour de la présidentielle.

Pour Mégret, c'est la fin.

Retiré de la vie publique en 2008, il tire le constat suivant de ces années d'affrontement : *"Deux conceptions de l'avenir du Front national s'affrontaient... Il s'agissait simplement pour Le Pen de jouir de la notoriété, du prestige et des avantages financiers que lui procurait un électorat dont il limitait l'ampleur par ses dérapages et l'ostracisation qui en résultait. Et il y avait par ailleurs ma conception, partagée par une écrasante majorité des cadres, qui cherchait à faire du FN une grande formation capable de passer des alliances, de gouverner, de perdurer et donc d'exister en dehors de Le Pen. Mes succès en tant que numéro deux ont été d'avoir créé les structures de cette grande formation. Mon échec a été de n'avoir pu empêcher le numéro un de les détruire."*

En 2011, les pages Bruno Mégret et Jean-Marie Le Pen sont presque tournées, les mégretistes sont revenus nombreux au FN. Fallait-il que tout change pour que rien ne change ?

Joseph Beauregard et Nicolas Lebourg

Article paru dans l'édition du 21.07.11

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact |

Journal d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'**actualité**. Découvrez chaque jour toute l'**info** en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.

Les numéros deux du FN (4/4) : Louis Aliot, le mariniste

LE MONDE MAGAZINE | 31.07.11 | 19h06 • Mis à jour le 31.07.11 | 20h44



1 6 janvier 2011, congrès de Tours du Front national : Jean-Marie Le Pen annonce les résultats de l'élection au comité central. Les élus montent sur l'estrade dans l'ordre décroissant du nombre de mandats qu'ils ont reçus. Le premier est Louis Aliot.

Un score dont il lâche ensuite qu'il "*fait taire les cons*". Il se place au centre de la scène et nombre d'élus lui serrent la main en rejoignant les rangs. Ce rituel discret témoigne que, loin du chaos médiatique, un nouvel homme fort s'est imposé au FN. Lorsque Marine Le Pen annonce bientôt son équipe, elle dévoile qu'il est titulaire d'une nouvelle fonction : vice-président chargé du projet. Nul ne doute : il est le numéro 2. Depuis quelques mois, les médias ont rendu publique sa liaison avec Marine Le Pen. Les intéressés n'ont guère apprécié et ne souhaitent pas se soumettre à la "*peopolisation*". Mais une ère nouvelle s'est ouverte pour le FN.

La date de naissance de Louis Aliot lui ressemble : 4 septembre 1969. C'est un post-soixante-huitard, ayant intégré des valeurs d'autonomie individuelle (divorcé, catholique non pratiquant) tout en les rejetant comme bases sociales (il a le goût de l'ordre, de l'autorité traditionnelle). 4 septembre 1870 : c'est la date de naissance de la III^e République – autoritaire, laïque, patriote et sociale.

Issu d'un père et d'un grand-père plâtriers ariégeois, il est docteur en droit, avocat, numéro 2 d'un parti régulièrement annoncé au second tour de la présidentielle. Un processus d'ascension sociale typique de la III^e République, et dont la mise à mal a nourri le vote frontiste. Aliot, homme du Sud, aime parler de ses dix ans comme troisième-ligne au rugby. Il a l'accent marqué. Il sait le mépris des "*élites*" pour ce "*provincialisme*". En politique, être sous-estimé par ses adversaires est une chance.

ENCARTÉ À 21 ANS



Avec lui, pour la première fois, le numéro 2 du FN est issu du lepénisme. Son grand-père paternel a eu des sympathies pour Pierre Poujade, que Jean-Marie Le Pen secondait. Son père, adepte d'un socialisme tranquille, bascule vers la droite nationaliste à son retour de la guerre d'Algérie. Sa mère est une rapatriée pied-noir d'Algérie de 1962, dont la famille, jadis communiste, a cru en de Gaulle en 1958, puis a soutenu la tentative de coup d'Etat en 1961. En 1965, l'Ariégeois et l'Algéroise militent ensemble en faveur de la candidature de Jean-Louis Tixier-Vignancour, coordonnée par Le Pen. En 1974, ils sont du 0,7 % d'électeurs qui votent Front national.

En 1986, Louis Aliot rejoint l'Union nationale interuniversitaire (UNI), un syndicat étudiant issu de la droite du RPR. Il fréquente les réunions chiraquiennes. A la présidentielle de 1988, sa mère l'amène à un meeting lepéniste. Il s'encarte en 1990 et découvre l'hétérogénéité du parti et comment le nom "*Le Pen*" en est le liant.

L'année suivante, il fait partie des 200 jeunes réunis pour l'université d'été du Front national de la jeunesse (FNJ). A 9 heures du matin, Roger Holeindre, le vieux compagnon de Jean-Marie Le Pen, procède au lever des couleurs. On se tient au garde-à-vous. Les ateliers de formation s'enchaînent : rédiger un tract, faire un discours, parler face à la caméra. Les étudiants sont notés. Aliot sort major.

Les années suivantes, il devient formateur. Il commence à monter dans un FNJ pris en main par le major 1990, Samuel Maréchal, gendre de Le Pen (il a divorcé de Yann en 2007) et père de Marion Le Pen, jeune candidate FN aux régionales 2010. Aliot rencontre à cette période Magali Boumaza (université de Galatasaray) : *"Il avait à l'esprit la ligne qu'il applique aujourd'hui, narre la politologue. Il parlait de la République, de la laïcité, de la nécessité de combattre les communautarismes pour assurer le lien social. Mais il ne se sentait pas en rupture : il se définissait avant tout comme lepéniste."*

"COURAGEUX, INTELLIGENT, DÉVOUÉ... QUELQUEFOIS ASSEZ VIF"

En 1998, il est élu conseiller régional de Midi-Pyrénées. Quoique, de l'avis de ses ex-collègues socialistes, il prépare ses dossiers et s'abstienne de toute provocation, le travail d'élu le déçoit. Moins toutefois que la crise qui secoue le Front. Ayant intégré le conseil national, le "*parlement*" du parti, il y vit l'explosion du FN le 5 décembre 1998 (lire Le Monde Magazine du 23 juillet).

Révolté d'entendre huer et siffler son président, il rentre à Toulouse et écrit aux militants, les abjurant de demeurer fidèles. Le directeur de cabinet de Jean-Marie Le Pen, Bruno Racouchot, participe à la scission mégrétiste. Grâce à l'entregent de Maréchal, Aliot le remplace en janvier 1999. Cette nouvelle proximité l'émeut, il décrit un Le Pen "*tout le temps de bonne humeur*" et très au fait de l'histoire algérienne. En retour, le vieux chef le trouve "*courageux, intelligent, dévoué... quelquefois assez vif*".

Louis Aliot fait des allers-retours entre l'université de Toulouse, où il est chargé de cours de 1998 à 2005, et Montretout, la villa du clan Le Pen à Saint-Cloud. Attiré par l'idée monarchique, il consacre sa thèse au présidentielisme français. Il aime le droit et l'enseignement et imagine embrasser la carrière universitaire.

A l'université, nul ne l'a jamais entendu mélanger ses casquettes. Mais les réflexions du juriste nourrissent celles du politique. Il pointe le hiatus entre l'article 20 de la Constitution, qui prévoit que "*le Gouvernement détermine et conduit la politique de la Nation*", et l'élection du président au suffrage universel direct introduite par le référendum de 1962. Sa solution, c'est la pratique référendaire. Ecrivant notes et discours pour Le Pen, coordinateur de la campagne présidentielle 2002, il introduit "*la République référendaire*" au cœur du programme.

"DÉDIABOLISATION"

Il entre au service de Marine Le Pen. Elle a relancé l'association Générations Le Pen, qu'avait fondée Samuel Maréchal. Aliot en prend le secrétariat général avec un but : former des cadres aptes à la "*dédiabolisation*". Lorsqu'elle est élue députée européenne, il devient son attaché parlementaire. La montée de "*Marine*" déplaît à beaucoup. Carl Lang et Bruno

Gollnisch ne cachent pas leur scepticisme. Aliot remplace Lang au secrétariat général en 2005. On parle de putsch mariniste rampant, l'intéressée dément : *"Louis est un proche de mon père avant d'être l'un des miens."*

Les *"historiques"* se sentent dépossédés par la *"dérive monégasque"* qu'avaient fustigée les mégrétistes. Lang s'est encarté en 1978, à l'annonce de l'assassinat de François Duprat, le numéro 2 d'alors (lire Le Monde Magazine du 9 juillet). En 2009, Lang fonde le Parti de la France. Il considère que le Front s'est égaré : *"Depuis 2007, le FN a fonctionné avec une structure de décision exclusivement familiale. Jean-Marie Le Pen présidait son mouvement qui était dirigé par sa fille. Aujourd'hui Marine Le Pen préside un FN dont le président d'honneur est son père et le vice-président son compagnon."*

Aliot se forge une réputation de *"stalinien"*, purgeant sans relâche le parti. Pour lui, les militants radicaux n'ont pas leur place dans un parti dont la ligne politique doit être seulement celle de son programme. Il lui paraît que si les radicaux représentaient la moitié des cadres avant la scission, ils ne sont plus que 5 % en 2011.

Dans les couloirs et sur Internet se répand l'accusation : Aliot serait l'homme du *"lobby"*, un *"sioniste"* chargé de faire rentrer le FN dans le rang. Lui-même considère l'antisémitisme *"délirant"* et ne cache pas que son grand-père maternel est un juif algérien naturalisé français par le décret Crémieux (1870).

DÉMISSION PROPOSÉE SUITE AU "DÉTAIL" DE LE PEN

Il précise qu'il était athée, anticommunautariste et refusa d'être enterré dans un carré israélite. Aliot en est convaincu : l'ambiguïté antisémite n'a pas sa place au FN. Lorsque Jean-Marie Le Pen revient en 2008 sur le *"détail"*, le secrétaire général reçoit des tombereaux de cartes de militants, qui disent s'être engagés par patriotisme et ne veulent pas se faire traiter de *"nazis"* par leurs voisins. Il publie un communiqué où il condamne implicitement la parole de son chef.

Le Pen, furieux, déclare que les cadres sont avec lui sauf ceux *"directement concernés par les remous de ce problème"*. Aliot propose sa démission, mais le chef est trop fin politique pour ne pas comprendre ce que signifierait congédier l'insolent après cet esclandre. La purge des mégrétistes passée, nombre d'entre eux ont néanmoins réintégré l'entourage de Marine Le Pen. Ce sont les compétences qui comptent, et il est vrai que les *"durs"* de l'extrême droite ont souvent fourni les meilleurs cadres d'une famille politique qui en a toujours cruellement manqué.

Normaliser le parti, c'est aussi l'implanter. Aliot a choisi Perpignan. Il y a installé son cabinet d'avocat, depuis qu'avec l'appui de Roland Dumas il a endossé la robe. Pour Jean-Paul Alduy, sénateur et maire de Perpignan de 1993 à 2009, *"quand Aliot prend la parole en conseil municipal, il est lisse. Il n'intervient que sur des sujets où il peut marquer sa différence de manière très positive. Il n'est pas dans une stratégie d'affrontement. Le FN vient chercher une implantation locale qui lui donne une légitimité nationale, alors même que ses scores locaux varient en fonction de la conjoncture nationale"*.

LABORATOIRE PERPIGNANAIS



Perpignan, *"c'est environ 10 % de Gitans, 12 % de RSA, 18 % de CMU et un salaire moyen inférieur d'un tiers à la moyenne nationale"*, précise le sociologue Dominique Sistach (université de Perpignan). *La vie politique y est moins structurée par les partis que par les clientèles, les familles catalanes et la soixantaine de loges"*. La ville a tout pour être un laboratoire du marinisme. La communauté pied-noir avait fait monter l'ancien chef de l'OAS-Métro Pierre Sergent à 46 % aux cantonales de 1989. Sa veuve soutient Aliot qui, en meeting, rend hommage à Bastien-Thiry, autre figure de l'OAS.

En revanche, quand un blog satirique et chevènementiste local l'interroge à propos des fondateurs du FN, Aliot met en avant Georges Bidault. Dont il précise le rôle dans la Résistance, omettant de rappeler qu'il fut de l'OAS, quitta le FN au bout d'une semaine et demanda d'y rester à un proche, l'ex-Waffen SS Pierre Bousquet. Le numéro 2 du FN rêve d'un parti qui lui eût toujours ressemblé.

Aux cantonales 2011, il espère devenir conseiller général d'une circonscription populaire. L'UMP municipale est passée

dans le giron de la tendance *"Droite populaire"*. Aliot en sourit : pour lui, ses membres sont, en privé, bien plus à l'extrême droite que lui. Son adversaire UMP est un transfuge du FN. Comme le disait Duprat, *"l'électeur préfère toujours l'original à la copie"* : Aliot fait 34 %, l'UMP n'est pas au second tour.

DEUX SCÉNARIOS POUR 2012

La gauche se mobilise et le PS passe de 18 % à 54 %. La stratégie de la droite a été suicidaire mais il a manqué au FN le report des voix d'une formation tierce. Vice-président du Parti radical de Jean-Louis Borloo, Jean-Paul Alduy voit dans cette élection un cas d'école qui légitime l'autonomie du centre. Le local est bien le laboratoire du national.

Selon Aliot, deux possibilités s'offrent au FN pour prendre le pouvoir. Soit le vieux rêve lepéniste de voir se refaire le scénario gaulliste d'une prise impromptue du pouvoir à la faveur d'une crise majeure. Soit l'excitation des forces centrifuges au sein des droites pour aboutir à une reconfiguration dont le FN serait le pivot.

Sur cette base, deux scénarios se présentent pour 2012. Si l'UMP gagne, le discours social et protectionniste de Louis Aliot, citant Jean Jaurès et Jean-Pierre Chevènement, lui fournit d'emblée un angle pour porter le fer. Si l'UMP perd, une fraction d'élus s'en détachera-t-elle pour bâtir un parti *"marino-compatible"* ? Ce serait la démonstration du bien-fondé de la stratégie suivie par les numéros 2 du FN depuis quarante ans : imposer ses thèmes, faire imposer le *"système"* et participer à la *"course au pouvoir"*.

Joseph Beauregard et Nicolas Lebourg

Article paru dans l'édition du 28.07.11

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact |

Journal d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'**actualité**. Découvrez chaque jour toute l'**info** en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.
